Note d’information sur la situation économique nationale

 au premier trimestre 2024

### L’arrêté des comptes nationaux du premier trimestre 2024 fait ressortir un ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 2,5% au lieu de 3,9% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 3,2% et celles du secteur agricole une baisse de 5%.

### Tirée par la demande intérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d’une inflation maitrisée et d’une amélioration de la capacité de financement de l’économie nationale.

**Ralentissement de la croissance économique**

**La valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** s’est contractée de 4,3% au premier trimestre 2024, après avoir enregistré un accroissement de 1,7% le même trimestre de l’année précédente. Cette baisse a résulté du fort **repli de la valeur ajoutée de** l’agriculture de 5% au lieu d’une hausse de 2,1% et de la hausse de celle de la pêche de 10% au lieu d’une baisse de 4,8%.

De son côté, **la valeur ajoutée du  secteur secondaire** a réalisé une hausse de 3,6% au lieu d’une baisse de 0,4% la même période de l’année passée. Ceci a été le résultat du ralentissement des activités de l’industrie manufacturière à 2,1% au lieu d’une hausse de 3% et de la hausse des valeurs ajoutées :

* de l’industrie d’extraction de 17,7% au lieu d’une baisse de 12,1%;
* de l’électricité, gaz, eau, assainissement et déchets de 3% au lieu d’une baisse de 3% ;
* du bâtiment et travaux publics de 2,5% au lieu d’une baisse de 3%.

**Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur tertiaire** a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 6% la même période de l’année précédente à 3% au premier trimestre 2024. Elle a été marquée par le ralentissement des activités de:

* Services financiers et assurances à 3,9% au lieu de 7,3%;
* Recherche et développement et les services rendus aux entreprises à 3,6% au lieu de 4,3%;
* Transport et de l’entreposage à 3,4% au lieu de 8,7%;
* Services de l’éducation, de la santé et action sociale à 2,9% au lieu de 4,2%;
* Services immobiliers à 2,1% au lieu de 2,7%;
* Hébergement et restauration à 1,9% au lieu de 55,8%;
* Information et communication à 1,3% au lieu de 3,1% ;

et de la hausse de celles :

* des services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 3,4% au lieu de 3,1%;
* du commerce et réparation de véhicules de 2,7% au lieu de 1,4%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 3,9 le même trimestre de l’année passée à 3,2%.

Dans ces conditions, et compte tenu de la hausse de 5,5% du volume des impôts nets des subventions sur les produits, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a enregistré une croissance de 2,5% au premier trimestre de l’année 2024 au lieu de 3,9% une année auparavant.

**Maitrise d’inflation**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 3,8%, dégageant une hausse du niveau général des prix de 1,3%.

**Nette amélioration de la demande intérieure**

La demande intérieure a augmenté de 3,6% au premier trimestre 2024 au lieu de 0,3% le même trimestre de l’année précédente, avec une contribution à la croissance économique de 3,7 points au lieu de 0,3 point une année auparavant.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3% au lieu de 0,9%, avec une contribution à la croissance de 1,9 points au lieu de 0,6 point. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a affiché un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 4,5% la même période de l’année précédente à 3,9% au premier trimestre 2024 avec une contribution à la croissance de 0,7 point au lieu de 0,9 point.

**Par ailleurs,** le taux d’accroissement de l’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a connu une hausse de 4,6% au lieu d’une baisse de 5% au premier trimestre 2023, contribuant ainsi positivement à la croissance de 1 point au lieu d’une contribution négative de 1,2 point.

****Une contribution négative des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des fortes hausses durant le premier trimestre 2024. C’est ainsi que les importations de biens et services ont affiché une hausse de 9,5% au lieu de 7,8%, avec une contribution négative à la croissance de 4,1 points au lieu d’une contribution négative de 3,7 points, durant la même période de l’année passée. De leur côté, les exportations ont augmenté de 7,3% au lieu de 18,6%, avec une contribution à la croissance de 3 points au lieu de 7,4 points une année auparavant.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 1,1 point au lieu d’une contribution positive de 3,6 points durant le premier trimestre 2023.

****Amélioration de la capacité de financement de l’économie nationale****

Avec une augmentation, aux prix courants, de 3,8% du PIB au lieu de 11,6% au premier trimestre de l’année passée et la baisse de 6,4% des revenus nets reçus du reste du monde, la croissance du revenu national brut disponible a connu un net ralentissement passant de 12% la même période de l’année passée à 3,1% au premier trimestre 2024.

Compte tenu de l’accroissement de 4,5% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 8,9% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 24,3% du PIB au lieu de 25,6%.

L’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 23,7% du PIB au lieu de 25,5% durant le même trimestre de l’année précédente. Ce qui dégage une capacité de financement de 0,6% du PIB au premier trimestre 2024 au lieu de 0,1% du PIB la même période de l’année précédente.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2024.

